

# Appel à contributions pour dossier des Cahiers des Amériques latines (IHEAL/Université Sorbonne Nouvelle - Paris 3)

<http://cal.revues.org>

Date	limite	de	réception	des	résumés	le <b>1er</b>	<b>avril</b>	<b>2015</b>
Date	limite	de	réception	des	articles	le <b>15</b>	<b>juillet</b>	<b>2015</b>
Publication prévue début 2016								

Ce numéro des *Cahiers des Amériques Latines* intitulé provisoirement *Grefte ou rejet : L'extraction minière en Amérique latine* propose d'approcher les reconfigurations des territoires latino-américains à l'œuvre depuis une vingtaine d'années suite à la « reprimarisation » du modèle de développement économique qui fait jouer un rôle central aux activités minières. Ce modèle fait l'objet de critiques très fortes pour ses effets destructeurs sur les milieux et les sociétés locales. Il est en même temps assumé par des États qui y trouvent le moyen d'une croissance économique soutenue, mais d'une croissance fortement capitalistique et, en soi, faiblement redistributive. Une hausse des conflits socio-environnementaux mettant aux prises État, entreprises, communautés indigènes et paysannes mais aussi acteurs urbains et internationaux est généralement attribuée à l'avancée de ces activités. Les fragilités du développement économique associé ne sont plus à démontrer et amènent les États comme les organismes internationaux à imaginer, non sans mal, la façon de consolider la croissance.

Il s'agit de s'intéresser à la (re)négociation des règles du jeu entre États, entreprises minières et société civile qui accompagnent la « ruée » vers les ressources minières latino-américaines de la part de différents acteurs économiques qui peuvent correspondre aussi bien à des groupes transnationaux du Nord que du Sud qu'à des entreprises moyennes d'implantation nationale, voire à des petites entreprises. Plutôt qu'une analyse centrée exclusivement sur les nombreux conflits occasionnés par les projets d'exploitation minière, ce dossier portera sur les réajustements ou si l'on veut les effets d'apprentissage face aux formes prises par l'activité minière dans un ensemble où celle-ci a une longue histoire. Les modifications législatives, les dispositifs mis en place pour percevoir et distribuer la rente minière, les conflits eux-mêmes indiquent bien une réorganisation des acteurs sociaux autour de l'activité minière.

Ces évolutions interrogent le rôle de l'État dans les économies, aussi bien à l'échelle macro économique que micro économique, sa capacité à réguler les conflits et à mettre en place des mécanismes de « gouvernance ». Se pose de façon évidente la question du partage de la rente minière entre les acteurs, des systèmes fiscaux, des modalités de redistribution et de réinvestissement de la rente minière. On s'interroge aussi sur les dispositifs juridiques de qualification et de contrôle du sol et du sous-sol dans une perspective de mutation technologique des activités, caractérisées par une plus forte efficacité paysagère, et l'élargissement des périmètres d'exploration et d'exploitation. Les mutations des instruments de politique publique pour accompagner l'activité minière ne peuvent se limiter au récit d'un échec annoncé, mais peuvent aussi être compris comme une construction commune de nouveaux dispositifs de transformation des dispositifs matériels, de reconfiguration des rapports sociaux et de production de discours.

Sur le terrain local se pose la question des relations entre entreprises, habitants et gouvernements locaux. L'irruption de nouveaux acteurs dans les territoires accentue les tensions et pousse à imaginer de nouvelles formes d'action collective et d'adaptation. Le conflit apparaît bien souvent comme une forme de « transaction territoriale » (Melé, 2011) et doit à ce titre être envisagé comme un moyen de reconnaissance légitime des acteurs en présence sur le devenir des espaces et d'élaboration du compromis entre acteurs. L'extraction minière entraîne donc une (re)négociation des règles du jeu à différentes échelles.

Ce numéro des CAL vise, en s'appuyant sur des études précises situées dans différents contextes et à différentes échelles, à dépasser la seule lecture des conflits autour des projets miniers pour comprendre la façon dont se produisent réajustements et apprentissages qui amènent les acteurs à refonder leurs rapports et leurs modes d'action. Sans chercher ni à faire l'apologie de l'exploitation minière ni à la condamner sans appel, les textes cherchent à éclairer les modalités de sa présence dans les territoires et les sociétés d'Amérique latine.

## Modalités de soumission

Les propositions d'articles, rédigées en français, espagnol, anglais ou portugais, devront contenir les informations suivantes :

- nom, prénom ;

- université ou laboratoire de rattachement ;
- fonction ;
- court CV avec e-mail ;
- titre envisagé de l'article ;
- résumé de 1 500 signes maximum précisant le contenu du projet d'article

La date limite de soumission des propositions d'articles est fixée au 1<sup>er</sup> avril 2015 aux adresses suivantes : Vincent Bos ([bosvincent@yahoo.fr](mailto:bosvincent@yahoo.fr)), Sébastien Velut ([sebastien.velut@univ-paris3.fr](mailto:sebastien.velut@univ-paris3.fr)).

Le comité de rédaction de Cahiers des Amériques latines informera de l'acceptation ou non des propositions dans un délai d'un mois.

Les articles devront être envoyés pour le 15 juillet 2015. Ils seront soumis à une double évaluation anonyme.

La publication du dossier est prévue pour début 2016.

Pour plus d'informations sur les instructions aux auteur.e.s, voir le site de la revue <http://cal.revues.org/2324>

## Llamada a artículos para un nuevo número de *Cahiers des Amériques latines* (IHEAL/Université Sorbonne nouvelle Paris 3)

<http://cal.revues.org>

Envío de resúmenes hasta el **1ero** de **abril** de **2015**  
 Envío de artículos hasta el **15** de **julio** de **2015**  
 Publicación estimada en abril de 2016

Este dossier en la revista *Cahiers des Amériques latines* (IHEAL, Sorbonne Nouvelle - París 3) cuyo título provisional es *Transplante o rechazo : La extracción minera en América latina* se propone examinar las reconfiguraciones en marcha de los territorios latino-americanos, desde hace unos veinte años, a raíz de la "reprimarización" del modelo de desarrollo económico en el cual las actividades mineras desempeñan un papel central. Este modelo es objeto de críticas muy fuertes por sus efectos destructores sobre los entornos y las sociedades locales. Es al mismo tiempo asumido por Estados que encuentran aquí el medio de un crecimiento económico sostenido, pero de un crecimiento fuertemente capitalístico y, en sí, tenuemente redistributivo. El aumento de los conflictos socio-ambientales en los cuales intervienen Estados, empresas, comunidades indígenas y campesinas pero también actores urbanos e internacionales está generalmente atribuido a la avanzada de estas actividades. Las fragilidades del desarrollo económico asociado ya no están por demostrar y llevan a los Estados como a los organismos internacionales a imaginar, no sin dificultad, la manera de consolidar el crecimiento.

Se trata de interesarse a la (re)negociación de las reglas del juego entre Estados, empresas mineras y sociedad civil que acompañan la "riada" hacia los recursos minerales latino-americanos por parte de actores económicos que corresponden tanto a grupos transnacionales del Norte como del Sur que a medianas empresas de implantación nacional, hasta pequeñas empresas. En vez de un análisis enfocado exclusivamente sobre los numerosos conflictos ocasionados por los proyectos de explotación minera, este dossier tratará de los nuevos arreglos o, si prefieren, de los efectos de aprendizaje frente a las formas tomadas por la actividad minera en una región donde ésta tiene una larga historia. Las modificaciones legislativas, los dispositivos desarrollados para percibir y redistribuir la renta minera, los conflictos mismos, bien indican una reorganización de los actores sociales alrededor de la actividad minera.

Estas evoluciones cuestionan el papel del Estado en las economías, tanto a escala macro económica como micro económica, su capacidad de regular los conflictos y a desarrollar mecanismos de "gobernanza". Se plantea de manera evidente la cuestión de

la repartición de la renta minera entre los actores, de los sistemas fiscales, de las modalidades de redistribución y de reinversión de la renta minera. Se examinan también los dispositivos jurídicos de calificación y de control del suelo y del subsuelo dentro de una perspectiva de mutación tecnológica de actividades, caracterizadas por una mayor eficacia paisajística, y el alargamiento de los perímetros de exploración y de explotación. Las mutaciones de los instrumentos de política pública para acompañar la actividad minera no pueden limitarse al relato de un fracaso anunciado, sino que pueden también analizarse como una construcción mutua de nuevos dispositivos de transformación de dispositivos materiales, de reconfiguración de las relaciones sociales y de producción de discursos.

En el terreno local se plantea la cuestión de las relaciones entre empresas, habitantes y gobiernos locales. La irrupción de nuevos actores en los territorios agudiza las tensiones y lleva a imaginar nuevas formas de acción colectiva y de adaptación. El conflicto bien aparece a menudo como una forma de "transacción territorial" (Melé, 2011) y así debe interpretarse como un medio de legítimo reconocimiento de los de los actores presentes sobre el porvenir de los espacios y sobre la elaboración de un compromiso entre actores. Por tanto la extracción minera conlleva consigo una (re)negociación de las reglas del juego a diferentes escalas.

Este número de los CAL pretende, basándose sobre estudios específicos situados en diferentes contextos y a diferentes escalas, ir más allá de la simple lectura de conflictos alrededor de proyectos mineros para comprender como se producen los nuevos arreglos y aprendizajes que llevan a los actores a refundir sus relaciones y sus modos de acción. Sin buscar ni de alabar a la explotación minera ni de condenarla de forma inapelable, los textos intentan aclarar las modalidades de su presencia en los territorios y sociedades de América latina.

## Modalidades de sumisión

Las propuestas de artículos, que se pueden redactar en francés, español, inglés o portugués, deberán contener las informaciones siguientes:

- apellidos, nombres;
- afiliación académica;
- función;
- breve CV con e-mail;
- título provisorio del artículo;
- resumen de 1 500 caracteres máximo precisando el contenido del proyecto de artículo.

La fecha límite para enviar propuestas de artículo es el 1<sup>ero</sup> de abril de 2015, a los correos siguientes: Vincent Bos ([bosvincent@yahoo.fr](mailto:bosvincent@yahoo.fr)), Sébastien Velut ([sebastien.velut@univ-paris3.fr](mailto:sebastien.velut@univ-paris3.fr)).

El comité de redacción de *Cahiers des Amériques latines* informará de la aceptación o del rechazo de las propuestas en un plazo de un mes.

Los artículos deberán enviarse para el 15 de julio de 2015. Luego serán sometidos a una doble evaluación anónima.

La publicación del dossier está prevista a inicios del 2016.

Para más información sobre las instrucciones a los autores, reportarse al sitio Internet de la revista: <http://cal.revues.org/2324>.

# Chamada para artigos para *Cahiers des Amériques latines* (IHEAL/ Université Sorbonne nouvelle - Paris 3)

<http://cal.revues.org>

Envio de resumos até 1<sup>er</sup>o de abril de 2015.  
Envio de artigos até 15 de julho de 2015.  
Publicação estimada no início de 2016.

O presente número da revista *Cahiers des Amériques Latines*, cujo título provisório é *Enxerto ou rejeito: extração mineral na América Latina*, propõe-se a analisar as reconfigurações territoriais latino-americanas em curso e iniciadas há cerca de 20 anos em consequência da "reprimarização" do modelo de desenvolvimento econômico, no qual as atividades mineradoras desempenham papel central. Este modelo tem sido objeto de fortes críticas pelos seus efeitos destruidores do meio ambiente e das populações locais. Ao mesmo tempo em que é assumido pelos Estados que encontram aqui uma forma de crescimento econômico robusta, mas de um crescimento fortemente capitalístico e, por si próprio, pouco redistributivo. Ao avanço dessas atividades geralmente atribui-se um recrudescimento dos conflitos ambientais envolvendo Estado, empresas, comunidades indígenas e camponeses, além de atores urbanos e internacionais. Tornou-se desnecessário demonstrar as fragilidades do desenvolvimento econômico associado e que levam Estados e organismos internacionais a imaginar, não sem consequências, uma maneira de consolidar o crescimento.

Trata-se aqui então de se interessar pela (re)negociação das regras do jogo entre Estados, empresas mineradoras e sociedade civil que acompanham essa "corrida" aos recursos minerais latino-americanos por parte de diferentes atores econômicos, que correspondem tanto a grupos transnacionais do Norte e do Sul, como empresas médias de implantação nacional, até pequenas empresas. Ao invés de uma análise centrada exclusivamente nos numerosos conflitos ocasionados pelos projetos de mineração, este número irá privilegiar os rearranjos, ou se preferirmos, os efeitos da aprendizagem face às formas tomadas pela atividade mineradora em conjunto, onde essas formas têm uma longa história. As modificações legislativas, os mecanismos existentes para receber e distribuir a renda proveniente do setor e, mesmo os conflitos, indicam uma reorganização dos atores sociais em torno das atividades de extração mineral.

Essa evolução coloca em questão o papel do Estado nas economias, tanto na escala macroeconômica quanto na microeconômica, além da sua capacidade de regular conflitos e implantar mecanismos de governança. Impõe-se de maneira evidente a questão da divisão da renda entre os atores, dos sistemas fiscais e das modalidades de redistribuição e reinvestimento dos lucros. Aparece ainda a questão dos dispositivos jurídicos de qualificação e controle do uso do solo e subsolo em uma perspectiva de mutações tecnológicas das atividades em questão, caracterizadas por uma eficiência paisagística crescente, com o aumento dos perímetros de exploração e intervenção. As mutações dos instrumentos de políticas públicas que acompanham as atividades mineradoras não podem se limitar ao relato de um fracasso anunciado, mas podem ser também compreendidas como uma construção comum de novos dispositivos de transformação dos dispositivos materiais, de reconfiguração das relações sociais e da produção de discursos.

Na escala local coloca-se a questão das relações entre empresas, habitantes e governos locais. A irrupção de novos atores no território acentua as tensões e leva a imaginar novas formas de ação coletiva e de adaptação. O conflito aparece frequentemente como uma forma de "transação territorial" (Melé, 2011) e deve assim ser interpretado como um meio de reconhecimento legítimo dos atores presentes sobre o futuro dos espaços, e da elaboração do compromisso entre esses atores. A extração mineral traz consigo então uma renegociação das regras do jogo em diferentes escalas.

Este número dos CAL visa, apoiando-se sobre estudos específicos situados em diferentes contextos e diferentes escalas, superar a simples leitura dos conflitos em torno de projetos de extração mineral para compreender a maneira pela qual se produzem rearranjos e aprendizagens que levam os atores a refundar suas relações e seus modos de ação. Sem intenção nem de fazer apologia a mineração e nem de condená-la de forma inapelável, os textos buscam elucidar as modalidades de sua presença nos territórios e sociedades da América Latina.

## Modalidades para propor um artigo

As propostas de artigos, que podem ser redigidos em francês, espanhol, português ou inglês, deverão conter os seguintes elementos :

- Nome, Sobrenome;
- Instituição de trabalho;

- Cargo;
- CV breve (1 página);
- Título proposto do artigo;
- Resumo do artigo (máximo 1500 caracteres).

As propostas deverão ser enviadas antes do 1<sup>º</sup> de abril de 2015 às coordenadoras do dossiê : Vincent Bos ([bosvincent@yahoo.fr](mailto:bosvincent@yahoo.fr)), Sébastien Velut ([sebastien.velut@univ-paris3.fr](mailto:sebastien.velut@univ-paris3.fr))

O comitê de redação da revista *Cahiers des Amériques latines* informará da aceitação ou não das propostas num prazo de um mês.

Os artigos deverão ser enviados para o 15 de julho de 2015 e serão submetidos à uma dupla avaliação anônima.

A publicação do dossiê está prevista no início de 2016.

Para mais informação sobre as normas e a política editorial dos *Cahiers*, consultar a página internet seguinte : <http://cal.revues.org/2324>.

## Call for Papers - Special Issue of *Cahiers des Amériques latines* (IHEAL/ Université Sorbonne nouvelle - Paris 3)

<http://cal.revues.org>

Abstracts submission deadline : **April, 1<sup>st</sup>, 2015.**

Papers submission deadline : **July, 15, 2015.**

Expected publication : early 2016.

This issue of the *Cahiers des Amériques Latines*, tentatively entitled "*Grafting or Rejection? Mining Extraction in Latin America*" aims to examine the reconfigurations of Latin American territories that have been under way for the last two decades in response to "reprimarisation". This economic development model, that has come to play a central role in mining activities, has been strongly criticized for its destructive effects on local environment and communities, is strongly capitalist, and only faintly redistributive in nature. At the same time, it has been adopted by some States as a means to sustained economic growth. A rise in socio-environmental conflicts between the State, corporations, and indigenous and peasant communities, as well as urban and international actors, is generally attributed to the increase of destructive activities linked to this economic development approach. The fragility of this development model has been clearly demonstrated, leading states and international organizations alike to consider, not without some difficulty, alternate ways to engender growth.

The focus of this special issue is on the (re)negotiation of the rules of interaction between States, mining companies and civil society that accompanies the scramble for Latin-American mining resources by different economic actors. These include transnational organisations from the Global North and South, as well as medium-sized and small national companies. Rather than an analysis centered only on the numerous conflicts arising from mining projects, this issue is concerned with the reorganization and learning processes engendered by the different ways mining activity, especially long term, has been carried out. Changes in legislation, methods created to gather and distribute mining revenues, and the conflicts themselves clearly attest to the re-organization of social actors around mining activities. These transformations, in turn raise questions regarding the role of the State in the economy, at both macro and micro levels, as well as its capacity to regulate conflict and put in place "good governance" mechanisms. Issues of particular interest include mining revenue distribution among actors, the adaptation of fiscal systems, and the creation of re-distribution and re-investment mechanisms.

We also wish to address the issue of the legal processes of certification and control of soil and sub-soil quality in a context of technological change that produces activities characterized by increased landscape alteration, and the widening of the perimeters of exploration and exploitation. The analysis in public policy measures of change as a consequence of mining activity cannot limit itself to the narration of an announced failure, but must also be understood as the shared creation of new methods to transform material goods, reconfigure social relations, and produce discourse.

At the local level, questions arise of the relationship between companies, local residents or communities and local governments. The influx of new actors onto the scene accentuates tension, necessitating new forms of collective action and adaptation. Conflict often appears as a form of "territorial transaction" (Melé, 2011) and must be conceived as a legitimate means for parties involved to participate in negotiations over changes to territories and in the process of compromise among actors. Mining extraction therefore induces a (re)negotiation of the rules of the game at various levels.

Building on detailed studies in different contexts and at different levels, this issue of CAL aims to go beyond a mere reading of the conflicts that surround mining projects; rather, we wish to interrogate the ways in which new arrangements and understandings are produced, causing actors to restructure their relationships and actions. Neither advocating for mining exploitation, nor condemning it outright, contributions should aim to highlight modalities of the industry's presence on territories and in societies of Latin America.

## Conditions of submission

Proposals for articles, written in French, Spanish, English or Portuguese, should provide the following information:

- Name, Surname;
- University or Laboratory;
- Function;
- Short CV as e-mail attachment;
- Provisional title of the article;

Summary (1 500 characters maximum) specifying the content of the article proposed.

The deadline for submission is April, 1<sup>st</sup>, 2015 at the following addresses: Vincent Bos ([bosvincent@yahoo.fr](mailto:bosvincent@yahoo.fr)), Sébastien Velut ([sebastien.velut@univ-paris3.fr](mailto:sebastien.velut@univ-paris3.fr))

The drafting Committee of the *Cahiers des Amériques latines* will inform applicants of the acceptance or rejection of their proposals within one month.

Articles should be sent on July, 15, 2015 and will be submitted to double anonymous evaluation.

Publication of the dossier is planned for early 2016.

For further information, please visit the website: <http://cal.revues.org/2324>